DISCOURS DINER DU CRIF 14 Juin 2018

Monsieur le Premier Ministre,

Madame et Monsieur les Ministres,

Monsieur Le Préfet de l’Isère,

Monsieur le Président de Grenoble Alpes Métropole,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Madame La Conseillère Régionale représentant Laurent Wauquier,

Monsieur le Vice Président du Conseil Départemental représentant Jean-Pierre Barbier,

Monsieur le Maire de Grenoble,

Mesdames et Messieurs les Maires des communes de l’Isère,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux, Départementaux et Municipaux,

Monsieur le Président National du CRIF,

Monsieur le Consul de Slovaquie,

Mon Colonel commandant le groupement de Gendarmerie,

Mesdames et Messieurs les représentants des Services de l’Etat,

Messieurs les Représentants des Cultes,

Mesdames et Messieurs les Présidents et Représentants d’Associations,

Mesdames et Messieurs,

« ***Sans les juifs de France, la France ne serait plus la France*!**»

Monsieur le Premier Ministre, cette phrase symbolique que vous avez prononcée à l’Assemblée Nationale le 13 Janvier 2015, nous a profondément touchée.

 Comme un cri du cœur, un cri d’alarme… Mais aussi un cri de désespoir pour réveiller les consciences endormies de nos concitoyens.

Pour la communauté juive traumatisée depuis 2006 par l’assassinat barbare d’Ilan Halimi, ce cri est un message d’espoir qui nous a redonné confiance en l’avenir dans notre pays, la France.

 Car ce discours est une rupture sémantique avec le passé : enfin le totalitarisme islamique est nommé et une nouvelle exigence est apparue, celle de la vérité et de l’action.

 Depuis, monsieur Le Premier Ministre, vous n’avez pas cessé de lutter contre l’antisémitisme et de défendre la laïcité avec courage et pugnacité.

C’est pourquoi nous sommes heureux et fiers que vous ayez accepté l’ invitation du CRIF Grenoble Dauphiné à présider ce 16ème dîner, ce dont je tiens à vous remercier chaleureusement.

**Lutte contre l’antisémitisme**, **et l’antisionisme** devrai-je ajouter.

Dès 2014, vous vous livrez à un bras de fer avec le pseudo humoriste Dieudonné pour interdire son spectacle à caractère férocement antisémite.

Après les attentats de janvier 2015, gravés dans nos mémoires, vous établissez le premier plan de « lutte contre le racisme et l’antisémitisme » (avril 2015), avec la création d’une délégation interministérielle (DILCRA) dont nous avons reçu le premier délégué Gilles Clavreul lors du dîner du CRIF en septembre 2016.

 Puis, en 2017, grâce à la loi « Egalité et Citoyenneté », portée par Jean-Jacques Urvoas, vous avez souhaité accentuer la répression des discours de haine, ces délits relevant non plus du droit de la presse mais du droit pénal, plus répressif.

Force est de constater que ces mesures nécessaires et utiles n’étaient pas suffisantes pour changer les mentalités et éradiquer le racisme et l’antisémitisme.

 En 2017, les insultes et les menaces à caractère antisémite ont diminuées significativement, mais cette baisse globale ne doit pas masquer l’augmentation de 25% des actions violentes contre les juifs.

Qu’en est il de la haine anti-juive contemporaine dont les manifestations font si souvent, désormais, irruption dans l’actualité ? De cette haine anti-juive dont les meurtres de Sarah Halimi et de Mireille Knoll, fournissent de cruels exemples ?

Dans son dernier ouvrage « Judéophobie, la dernière vague », Pierre André Taguieff analyse la nouvelle géographie de la haine.

Trois éléments entrent en fusion pour produire la nouvelle configuration anti-juive :

Elle s’est islamisée en utilisant le conflit israélo-palestinien comme catalyseur,

Elle a partie liée avec l’antiracisme et ses dérives,

Enfin elle porte de façon plus ou moins hypocrite, le masque de l’antisionisme.

Un liant articule ces trois éléments les uns aux autres : le complotisme.

Ces dernières décennies, une mutation de la judéo phobie s’est donc produite : elle se situe désormais à l’extrême gauche dont l’anti-impérialisme et l’anticapitalisme se traduisent par un antisionisme radical visant à la destruction de l’Etat d’Israël.

On peut évidemment critiquer la politique de tel ou tel gouvernement Israélien sans être pour autant un irréductible antisémite. Les israéliens sont d’ailleurs les premiers à critiquer leur propre gouvernement.

Culture de la controverse enracinée dans la société, illustrée par l’humoriste israélien Ephraïm Kishon : « *Israël est le seul pays où lorsque vous détestez les hommes politiques, la qualité du service public et la situation en général, vous prouvez que vous aimez le pays et qu’en fin de compte c’est le seul pays dans lequel vous pouvez vivre ».*

 Oui, on peut critiquer le gouvernement israélien comme tout autre gouvernement, mais remettre en cause le droit à l’existence de l’Etat d’Israël, cela ne relève pas d’une opinion honorable, cela relève de l’antisémitisme.

 L’antisionisme n’est rien d’autre qu’une réplique actualisée, augmentée et dissimulée de la haine anti-juive.

L’antisémite dit : je n’aime pas les juifs ; l’antisioniste reprend : je n’ai rien contre les juifs mais…Je n’aime pas l’Etat d’Israël.

L’antisémite affirme que les juifs sont les responsables de tous les maux de l’humanité ; L’antisioniste jure par tous les Dieux qu’il n’a rien contre les juifs mais que…Israël est le problème du monde.

L’antisémite diabolise et aspire à la destruction des juifs ; l’antisioniste œuvre à la déligitimation et à la destruction de l’Etat d’Israël.

L’antisémite hier appelait au boycott économique, culturel des juifs et disait « n’achetez pas aux juifs » ; L’antisioniste appelle aujourd’hui au boycott économique et culturel d’Israël et dit « n’achetez pas les produits israéliens ».

L’antisémite accable les juifs ; l’antisioniste accable l’Etat Juif.

Martin Luther King avait compris très tôt ce qui était en jeu : « *Qu’est ce que l’antisionisme ? C’est le déni au peuple juif du droit fondamental de ce que nous revendiquons à juste titre pour les peuples de l’Afrique et pour toutes les autres nations du globe. C’est de la discrimination contre les juifs, parce qu’ils sont des juifs. En clair, c’est de l’antisémitisme…Que mes paroles retentissent dans les profondeurs de votre âme. Quand les gens critiquent le sionisme, ils songent aux juifs, ne vous y trompez pas ! »*

Vous même, monsieur le Premier Ministre, vous avez dénoncé « *un antisionisme de façade prétexte à un nouvel antisémitisme souvent virulent installé au cœur de nos quartiers ».*

Cet antisionisme que le Président Macron assimile lui aussi à une forme réinventée de l’antisémitisme, déverse des flots de haine sur les réseaux sociaux. C’est pourquoi, le CRIF National a décidé d’installer un Observatoire de la haine sur le Net, dont les résultats viendront compléter le rapport annuel sur les actes et violences antisémites établi par le ministère de l’Intérieur.

**Déni du réel , impunité du virtuel** …

Pourtant les choses tendent à évoluer, et une prise de conscience commence à naître dans l’opinion publique, car la lutte contre l’antisémitisme n’est pas un combat pour les juifs mais pour la France.

Dans un «  Manifeste contre le nouvel antisémitisme » publié dimanche 22 avril dans Le Parisien, 300 personnalités politiques, médiatiques et du monde des arts et lettres, tirent la sonnette d’alarme quant à la recrudescence des crimes antisémites commis en France par des islamistes.

Rédigé en partie par Philippe VAL, que nous avons reçu à Grenoble lors du dîner de l’Appel Unifié Juif de France en 2017, ce manifeste dénonce cette terreur qui se répand et qui conduit à une épuration ethnique à bas bruit, au pays d’Emile Zola et de Clémenceau.

Les signataires exhortent les autorités théologiques islamiques de France, à frapper du sceau de l’obsolescence les versets du Coran, appelant aux meurtres des juifs, des chrétiens et des incroyants. Récemment, le premier Ministre Edouard Philippe a présenté un nouveau plan national de lutte contre l’antisémitisme.

 Il identifie les combats que l’Etat doit absolument mener.

Tout d’abord celui d’Internet et de ce torrent de boue qui se déverse dans les forums de discussion et sur les réseaux sociaux.

La France, comme le Président de la République s’y est engagé lors du dîner du Crif, défendra au niveau européen un projet législatif pour contraindre les opérateurs à retirer dans les plus brefs délais tout contenu haineux, raciste ou antisémite. Ce projet devra permettre de construire le cadre juridique d‘une responsabilité des plateformes, car aujourd’hui le directeur d’un journal est pénalement responsable des commentaires haineux postés sur son site internet, alors que si vous administrez un réseau social, tout est possible.

Le deuxième combat, c’est celui de l’éducation, au sens large, qui englobe l’apprentissage des savoirs fondamentaux, l’accès à la culture, la citoyenneté, car vous le savez : la connaissance réunit, l’ignorance sépare.

Il s’agit d’amorcer la reconquête de nos écoles et avec elle, la reconquête des consciences.

Edouard Philippe annonce la création d’un prix Ilan Halimi récompensant les actions menées en faveur de la jeunesse dans le domaine de la lutte contre le racisme et l’antisémitisme, qui soit remis chaque année le 13 février.

Il souhaite aussi renforcer les partenariats sur la mémoire de la Shoah.

A ce sujet, au mois d’avril dernier, j’ai accompagné avec quelques élus, une classe du collège Louis Lumière à Echirolles, lors d’un voyage organisé à Cracovie et Auschwitz par Grenoble Alpes Métropole. Je tiens à remercier ce soir le Président Ferrari qui a pris l’initiative des ces voyages mémoriels mais aussi les enseignants et les historiens qui ont accompli un travail remarquable pour sensibiliser les jeunes à la spécificité de la Shoah, et les prémunir contre les dangers qui menacent notre société : le racisme, l’antisémitisme, la xénophobie, le fanatisme.

Car, comme l’écrit Benjamin Stora dans son livre La gangrène et l’oubli  : « *il faut lutter contre l’oubli pour contrôler et faire reculer cette gangrène qui, à intervalles réguliers de notre histoire, menace d’emporter tout le corps social. La faire reculer pour vivre non dans une société où nous serions tous des « métèques » les uns pour les autres, mais où chacun est l’égal de tous ».*

**Défense de la laïcité**. Monsieur le Premier Ministre, dans votre ouvrage, « La laïcité en face » parue en 2005, vous souhaitiez une révision de la loi de 1905 pour redonner un souffle nouveau à la laïcité, dont vous avez une conception ferme qui ne souffre aucune concession.

En décembre 2017, en réponse à Emmanuel Macron, qui s’en prenait à ceux qui prônent selon lui une radicalisation de la laïcité, vous écrivez : « *Je ne comprends pas l’idée d’une laïcité radicalisée. Je n’aime pas les adjectifs attachés à la laïcité, c’est une manière de disqualifier les défenseurs de la République et de la laïcité. Le vrai danger, c’est l’islam radical, ce* *n’est pas la laïcité radicalisée*».

Le ministre de l’Education Nationale, Jean-Michel Blanquer, semble plutôt vous rejoindre sur ce point car, en présentant le nouveau guide de la laïcité destinée aux enseignants, il proclame :

« *La laïcité est la laïcité. Elle est en fait un principe très simple : un principe de liberté ».*

Et de rajouter : « *Est ce que dans une démocratie, tout le monde peut avoir un choix métaphysique et moral pleinement assumé ? Oui*.

*Est ce que ce choix personnel de cœur doit se traduire par une pression sur les autres ? Non.* »

La Charte des valeurs de la République et de la laïcité adoptée par le Conseil régional d’Ile de France, me paraît une initiative intéressante. Car les valeurs de la République et la laïcité sont régulièrement remises en cause par des actes qui menacent les fondements de notre société. Autant de situations et de dérives qui interrogent le vivre ensemble et peuvent porter atteinte à la paix civile.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l’égalité devant la loi, sur l’ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d’origine, de religion, de sexe, d’orientation ou d’identité sexuelle.

Les valeurs de liberté, d’égalité et de fraternité inscrites dans ses textes fondateurs, s’appliquent ainsi à toutes et à tous.

La laïcité s’appuie sur la loi de 1905 qui sépare les Eglises et l’Etat. Elle repose sur trois principes, que sont la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses et l’égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

Aussi le combat pour la défense de ces valeurs et de ce principe, est devenue l’affaire de la Nation toute entière.

C’est pourquoi, au nom du Crif Grenoble Dauphiné, je souhaite qu’une telle Charte défendant les valeurs de la République et la laïcité, soit adoptée par Grenoble Alpes Métropole, afin que notre Métropole soit aussi apaisée, pour mieux vivre ensemble.

Le 14 mai dernier, Israël célébrait le 70ème anniversaire de son indépendance, 70 ans de sueur, de sang et de larmes car le rêve sioniste ne s’est pas accompli facilement, loin de là.

 Enfantée dans la douleur de la guerre d’indépendance de 48, déclenchée par 6 pays arabes voisins, Israël a du encore se défendre pendant les guerres de 67 et 73, et lutte toujours pour sa survie.

Les dernières provocations du Hamas (40 000 gazaouis ont tenté de franchir la frontière en force pour pénétrer en Israël avec des cocktails Molotov et d’autres armes improvisées) font partie d’une tactique éprouvée.

Le but du Hamas est qu’Israël tue autant de gazaouis que possible afin que les titres des médias commencent toujours par le décompte du nombre de cadavres. C’est toujours délibérément que le Hamas envoie des femmes et des enfants sur la ligne de front tandis que ses combattants se dissimulent derrière ces boucliers humains.

 Les dirigeants du Hamas ont acté publiquement cette tactique et reconnu que 80% des morts du 14 mai étaient des combattants de leur armée.

 Je vous rappelle que le Hamas rejette toute solution à deux Etats ou toute solution qui laisserait Israël intacte. Sa seule option est la violence et les évènements frontaliers de ces derniers jours en sont une expression.

Quel pays au monde permettrait à 40 000 personnes qui ont juré de le détruire, d’abattre sa frontière pour attaquer ses citoyens qui vivent paisiblement de l’autre côté ? Aucun.

Une chose est claire : le Hamas continuera d’utiliser cette stratégie tant que les médias continueront à comptabiliser les décès comme ils l’ont fait ces dernière semaines, sans contextualiser l’événement.

 Les médias se rendent complices de ces morts parce que leurs reportages unilatéraux, encouragent le Hamas à continuer à envoyer des femmes et des enfants en première ligne.

C’est Golda Meir qui disait déjà : « *Nous préférons subir vos condamnations plutôt qu’accepter vos condoléances »*.

Et aussi « *Nous pouvons pardonner aux Palestiniens de tuer nos enfants mais nous ne pouvons pas leur pardonner de nous forcer à tuer leurs enfants. La paix s’installera le jour où les mères palestiniennes aimeront leurs enfants plus qu’elles nous haïssent.*»

Car, croyez-moi, pour le peuple juif qui a subi tant de souffrances au cours des siècles, il est impossible de ne pas être sensible à la souffrance des autres.

Pays en guerre depuis 70 ans, Israël investit dans l’éducation et la recherche scientifique. Depuis la technologie de l’eau, jusqu’à celle de la cybersécurité, en passant par l’aérospatiale, les innovations médicales, l’agriculture et l’énergie propre, Israël est un leader mondial, avec qui la France devrait renforcer sa coopération dans tous les secteurs.

La semaine dernière a débuté un saison croisée « France Israël » avec des échanges dans les domaines de la haute technologie, mais aussi dans les domaines artistiques et culturels. De nombreuses manifestations sont prévues jusqu’en novembre dans de nombreuses villes de France. Je déplore qu’aucune manifestation ne se déroule à Grenoble ou dans l’agglomération.

Cette soirée est avant tout un rassemblement de citoyennes et citoyens de bonne volonté, venus d’horizons divers, qui partagent les valeurs de tolérance et de paix, auxquelles la communauté juive est si attachée.

 Mesdames et Messieurs votre présence témoigne de la conscience des dangers qui menacent notre pays. Elle est également une manifestation de votre solidarité envers le peuple juif, ici et partout dans le monde. Je tiens à vous en remercier.

Je tiens aussi à remercier chaleureusement les services de l’Etat, Préfecture, Police, Gendarmerie, Armée, Justice, toujours à l’écoute de nos préoccupations, et qui font un travail remarquable pour protéger nos lieux de culte et de vie.

Cette année, le 10 décembre exactement, nous célèbrerons le 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l’Homme, largement inspirée par René Cassin (prix Nobel de la paix en 68) ; pour terminer mon propos, permettez moi de lui emprunter cette pensée :

 « *Je tiens de ma patrie un cœur qui la déborde et plus je suis français, plus je me sens humain ».*

Je vous remercie pour votre attention.